

ADT
ATO.

AGENCE DE
DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ASBL
POUR LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
AGENTSCHAP VOOR
TERRITORIALE ONTWIKKELING vzw
VOOR HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST



REGION DE BRUXELLES-CAPITALE
BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

Consultation des communes Thématique « Planologie stratégique » - 04/06/2012

Compte-rendu



Liste de présence

Commune	Nom
Anderlecht	Patrick Demol
	Yvette Zege, Service de développement urbain
	Roger Elshoecht, Chef de service Cadre de Vie – Dvpt de la Ville
	Christophe Bourgois, coordinateur agenda 21
Auderghem	
Berchem Sainte Agathe	Didier Recollecte, Urbaniste
Bruxelles Ville	Sarah Moutury
	Camille Baar, Inspecteur à la Cellule Plan (Département Urbanisme)
Etterbeek	Maxime De Haeck
	Rosine Dehaeck, guichet logement
Evere	Michael Daelman
Forest	
Ganshoren	Christophe De Wannemaeker - Directeur Architecte
Ixelles	Daniel Van de Castele, service de la rénovation
Jette	
Koekelberg	Gaëtan Van der Smissen
Molenbeek	Etienne Coeckelberghs
	Marc Mohy
Saint-Gilles	Nathalie David
	Catherine Avakian
Saint-Josse-Ten-Node	Elisabeth Lehane
	Anne Winterberg
Schaerbeek	David Neuprez – Département développement stratégique et rable
	Isabelle Seghin
Uccle	Didier Heymans - Architecte & Urbaniste
Watermael-Boitsfort	Chloé Gillain
	Myriam Brackelaire
Woluwe-Saint-Lambert	Nadine Sonck
Wolume-Saint-Pierre	
ADT	Frédéric Raynaud, responsable du Département Connaissance territoriale
	Lise Nakhlé, chargé de mission Département Connaissance territoriale
	Veronica Pezzuti, chargée de mission Département Connaissance territoriale
	Solange Verger, chargée de mission Département Connaissance territoriale
DEP (AATL)	Monique Coppens, attaché
	Sven De Bruycker, attaché
Cabinet Picqué	Benoît Périlleux, conseiller au Cabinet Picqué, coordinateur PRDD

➤ 25 participants + 7 animateurs ou intervenants (ADT, DEP, Cabinet Picqué)

Déroulement de la demi-journée

- Présentation de l'objectif de la consultation et de la thématique du jour (par Frédéric Raynaud et Solange Verger, ADT). Cf *powerpoint* en annexe.
- Exposé sur « La “vision territoriale” du projet de PRDD : principes généraux et grandes orientations pour l'organisation spatiale future de la Région » (par Benoît Périlleux, Cabinet Picqué)
- Travail en groupe autour de 3 sous-thèmes :
 - Communication et enquête publique
 - Mise en œuvre et suivi du PRDD
 - Articulation des différents plans, et notamment PCD-PRDD

Question centrale des débats : *comment les communes et la Région peuvent-elles collaborer pour la communication, la mise en œuvre et le suivi du futur PRDD ?*

- Présentation par le rapporteur de chaque groupe de travail devant tous les participants des principales réflexions et propositions débattues dans les groupes de travail.
Questions et débat.

Résultats des différents groupes de travail

Voir pages suivantes.

Groupe de travail « Communication et enquête publique »

Problématique :

Il existe actuellement des points faibles dans l'organisation des enquêtes publiques :

- Manque de temps
- Manque de ressources humaines et financières dans les communes pour organiser une communication efficace de l'enquête publique et en termes de présence
- Pas de communication au préalable
- Manque d'une communication plus globale vers les deux autres Régions
- Problèmes fréquents de traductions imprécises ou incorrectes

Pistes d'action proposées :

De manière générale, il conviendra de bien communiquer le contenu du plan aux communes avant le début de l'enquête publique afin qu'elles puissent se l'approprier. Il faudra également bien veiller à une traduction correcte du texte FR/NL (et peut-être envisager une communication plus synthétique en anglais).

En vue de la future stratégie de communication du PRDD envisagée par la Région, il faudra :

- Travailler avec les services de communication des communes afin de réfléchir à une stratégie cohérente et efficace.
- Prendre en considération tous les outils de communication existants dans les communes :
 - Journal communal
 - Page facebook
 - Affiches MUPI (Decaux, Clear Channel)
 - Villo, Cambio
 - Colonne Moris
 - Tous les lieux publics (écoles, bibliothèques)
 - Antennes des quartiers
- Organiser une formation spécifique pour tous les agents communaux chargés de l'explication du PRDD
- Organiser une formation plus générale ouverte à l'ensemble des agents communaux pendant les horaires de travail
- Organiser une demi-journée d'étude aux mandataires politiques locaux
- Organiser une soirée d'information par commune à destination des habitants où la Région et la commune présentent le plan ensemble

En vue de l'exposition sur le PRDD au BIP (pendant l'enquête publique) :

- Campagne d'information se référant à l'expo dans chaque commune
- Présence régionale dans l'expo pour recueillir l'avis des habitants

Groupe de travail « Mise en œuvre et suivi du PRDD »

Problématique :

Problème de coopération :

- La coopération entre la Région et les communes doit s'améliorer. Même si la Conférence des Bourgmestres et l'AVCB ont été invités dans le cadre des ateliers prospectifs, les représentants des communes souhaitent mieux appréhender le projet de PRDD, et ce particulièrement dans le cadre de sa mise en œuvre.
- Les plans précédents n'ont pas tenus assez compte des remarques émises dans le cadre de l'enquête.
- Problème de coordination/communication entre les services régionaux eux-mêmes, par exemple, entre l'AATL et Bruxelles Mobilité, ou entre la STIB et les autres acteurs régionaux.
- Toutefois, certains services régionaux ont évolué positivement en mettant en place des dispositifs de concertation qui incluent les communes : par exemple, la SDRB avec ses comités d'avis.

Problème d'information :

- Les communes sont mal informées des projets ou des politiques régionales, l'information passe trop souvent par la presse.
- Notamment, les communes n'ont pas de vision d'ensemble des projets STIB.

Par contre, progrès au niveau des communes :

- La collaboration entre communes s'est améliorée sur les gros projets.
- Certaines communes ont déjà mis des groupes de travail en place (groupe de travail urbanisme), ces réunions permettant d'échanger sur des questions plus vastes.
- Néanmoins, certaines communes ne peuvent toujours pas se lancer dans des processus de concertation faute de moyens humains.
- De plus, si les mentalités changent au niveau des fonctionnaires, ce n'est pas toujours le cas au niveau des mandataires : ces derniers n'ont pas toujours une vision très transversale (malgré, pour beaucoup d'entre eux, leur mandat au Parlement bruxellois).

+ Problème des changements de législatures (qui entraînent souvent un arrêt des projets et des changements d'objectifs).

Pistes d'action proposées :

Mise en œuvre du PRDD : principes généraux

- Pour qu'elles contribuent à la mise en œuvre du PRDD, les communes souhaitent que le plan développe une vision à long terme, prenant vraiment en compte et anticipant les besoins futurs, et proposant une vision cohérente et attractive.

- Il s'agit de passer d'un plan avec des grandes orientations, c'est-à-dire un plan « macro », à des mesures opérationnelles, c'est-à-dire à du « micro », élaboré en concertation avec les communes.
- Pour la mise en œuvre des actions/des projets, il est nécessaire d'avoir pour chaque projet une coordination entre les différents acteurs : entre la Région et les communes mais aussi entre les différents organismes régionaux.
- Pour les grands projets comme la gare du Midi où différentes échelles se croisent (communales, régionales, fédérales), la coordination doit être assurée par la Région.
- Pour éviter que certaines orientations de politiques ne changent lors des changements de législature, il faudrait prévoir un cadre contractuel de plus de 5 ans à cheval sur plusieurs législatures afin de permettre la continuité.
- Il faut « faire vivre » un réseau entre les communes, et avec les autres acteurs régionaux.

Mise en œuvre du PRDD : acteurs et outils de la coordination

- Traduire les grands objectifs du PRDD en actions concrètes décrites dans des fiches-projet qui indiquent clairement les objectifs de chaque action, le budget, les outils etc. Ces fiches-projets doivent être élaborées en collaboration entre la Région et les communes, ce qui inciterait à la mise en œuvre. Cela pourrait faire l'objet assez rapidement d'un groupe de travail organisé par l'ADT et la DEP.
- Désigner pour chaque projet concret (implantation d'équipement, projet de mobilité, d'espace public...) un chef de projet qui assure la coordination entre tous les acteurs concernés (par exemple, un chef de projet régional et un « second » au sein de la commune ou des communes concernées)
- Inviter et aider les communes à réviser/élaborer leur PCD en fonction du PRDD
- Revaloriser le rôle de relais de l'AVCB, ou que la Région finance dans chaque commune une personne-relais/un interlocuteur qui soit spécialement chargé du lien entre la commune et les organismes régionaux, notamment pour les communes qui n'ont pas les ressources humaines suffisantes.
- Insuffler une « culture de concertation » au sein des organismes régionaux ou pararégionaux, sur le modèle des comités d'avis de la SDRB.
- Créer pour chaque projet un cadre de concertation formel, c'est-à-dire un outil de contractualisation (sur le modèle des contrats de quartier) dont l'échelle et les acteurs varient en fonction des projets : cela peut prendre la forme d'un comité de pilotage fonctionnel
- Développer la notion de quartiers transcommunaux, notamment, pour inciter les communes à travailler ensemble, la Région pourrait lancer plus d'appel à projet pour des projets intercommunaux.
- La subsidiarité est un des moyens de la Région les plus efficaces pour orienter les politiques des communes vers les objectifs régionaux. Mais dans un premier temps, il s'agirait de faire un inventaire des tous les subsides régionaux aux communes existants (ce qui n'existe pas, l'APL n'en recensant que quelques-uns, ceux dont elle a la charge) afin d'avoir une connaissance fine des leviers sur lesquelles la Région peut agir.

- *Ces outils de coopération doivent être déjà mentionnés dans le PRDD mais il faut ensuite (et dès maintenant) lancé un groupe de travail Région-communes pour affiner ces outils et préciser leurs modalités de fonctionnement (et de financement).*

Evaluation

- Il faut prévoir une politique d'évaluation annuelle du PRDD, au moins sur certains points précis.
- Les fiches-projet décrivant les actions à mettre en œuvre pourront servir de base pour l'évaluation et le suivi de la mise en œuvre.

Groupe de travail « Articulation des plans, PCD-PRDD »

Problématique :

Les communes manquent d'informations sur le contenu actuel du projet de PRDD. Elles se posent notamment les questions suivantes :

- Y a-t-il un changement radical des grandes orientations par rapport au PRD 2002 ? Si oui, il faudrait les connaître au plus tôt pour pouvoir modifier les PCD déjà adoptés.

Il y aura un changement d'orientation du PRDD par rapport aux PRD précédents, en lien avec les 5 nouveaux défis identifiés par le Gouvernement auxquels la Région doit faire face : l'essor démographique, l'emploi, les enjeux environnementaux et de mobilité, l'internationalisation croissante, la dualisation socio-territoriale. En réponse à ces 5 défis, la notion de « durabilité » devra être intégrée de manière transversale à toutes les thématiques abordées dans le plan.

- Dans le cadre de la métropole dont on parle beaucoup, qui va agir sur le plan opérationnel avec les deux autres Régions ? Des structures intercommunales ou régionales vont-elles être mises en place ?

La coopération au niveau de la Communauté métropolitaine prendra diverses formes qui iront du niveau inter-régional au niveau intercommunal.

- Quid de la traduction des nouveaux accords institutionnels ?

Le Cobat sera modifié pour traduire la nouvelle répartition des compétences entre Région et communes au niveau de la délivrance des permis d'urbanisme.

- Quid de la mise en œuvre du PRDD ? Les communes auront-elles des moyens supplémentaires pour faire face à l'augmentation des coûts ? Avoir plus d'habitants implique plus de services et d'équipements, mais avec quels moyens ?

Pour rappel, 25% du budget régional est dédié aux communes sous forme de subsides ou de dotations.

Le PRDD énoncera des pistes de solution pour mener à bien l'opérationnalité des mesures, liée entre autres à une meilleure gouvernance.

Les communes veulent pouvoir être concertées avant le lancement de l'enquête publique.

Il existe un problème de calendrier et donc de cohérence entre le PRDD et le PRAS, entre le PRDD et les PCD, entre le PRDD et les schémas directeurs. Cela pose une série de questions :

- Est-ce que le nouveau PRAS démographique, qui n'a pas attendu le PRDD, devra de nouveau être révisé ? Les PCD devront-ils attendre la révision du PRAS suite au PRDD ?

Le PRAS a été mis en révision en urgence pour deux motifs : répondre aux besoins de la fonction internationale de Bruxelles (aménagement du Heysel et de Delta) et faire face à la nécessité d'ouvrir de nouvelles zones à la construction de logements (au regard de l'essor démographique actuel et futur). Comme prévu, le PRAS sera revu plus globalement en fonction du PRDD (mixité urbaine, densités, commerces...)

- Est-ce que les PCD qui viennent d'être adoptés devront faire l'objet de modifications à l'issue de l'adoption du nouveau PRDD ? Comment évaluer les incompatibilités ? S'agit-il d'abrogation implicite ?

Les PCD seront effectivement abrogés implicitement pour leurs indications contraires au PRDD.

- Les schémas directeurs ne devraient-ils pas attendre les orientations du PRDD pour être adoptés ?

Les schémas directeurs à l'étude traduiront les options du PRDD, en lien avec les défis et enjeux déjà définis.

De manière générale, le PRDD est un outil qui manque de souplesse tant au niveau de son processus d'élaboration (son adoption est trop procédurale et trop longue) qu'au niveau de son contenu qui, une fois adopté, peut difficilement évoluer.

Pistes d'action proposées :

Les communes souhaiteraient pouvoir réagir au projet de PRDD avant l'enquête publique.

Le PRDD devrait être plus souple :

- au niveau des procédures d'élaboration, en permettant une adoption plus rapide (idem pour les PCD) afin de limiter les problèmes de timing entre les différents plans.
- au niveau du contenu, en permettant au plan d'évoluer dans le temps afin de prendre en compte l'évolution constante de la ville (et ainsi d'intégrer le contenu des schémas directeurs comme le prévoit déjà le Cobat) et en laissant plus de marges de manœuvre aux communes dans la mise en œuvre concrète du plan, notamment via les PCD (par exemple pour gérer leur territoire autour des nœuds modaux de transport en commun).

La réaction des communes au projet de PRDD est prévue par le Cobat dans le cadre de l'enquête publique. On peut envisager d'informer les communes du projet du PRDD dès que celui-ci est passé au gouvernement.

Il serait possible de mutualiser certains aspects du PRDD et des PCD afin d'améliorer leur articulation :

- Définir un canevas commun pour la structure des PCD et du PRDD ainsi que pour les différents chapitres des RIE, ce qui permettrait également une plus grande souplesse dans les modifications ultérieures.
- Créer un système de vielle urbaine partagé entre Région et communes avec des indicateurs communs afin de suivre et d'évaluer le PRDD et les PCD.

Des PCD plus opérationnels sur base du modèle de plan d'actions Agenda 21 pourraient être intéressants, voire plus efficaces.

ADT
ATO.

AGENCE DE
DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ASBL
POUR LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
AGENTSCHAP VOOR
TERRITORIALE ONTWIKKELING vzw
VOOR HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST



REGION DE BRUXELLES-CAPITALE
BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

Consultatie van de gemeenten Thema 'Strategische planologie' - 04/06/2012

Verslag



Lijst van aanwezigen

Gemeente	Naam
Anderlecht	Patrick Demol
	Yvette Zege, dienst Stedelijke Ontwikkeling
	Roger Elshoecht, diensthoofd Leefomgeving – Stadsontwikkeling
	Christophe Bourgois, coördinator Agenda 21
Brussel Stad	Sarah Moutury
	Camille Baar, inspecteur Plancel (afdeling Stedenbouw)
Elsene	Daniel Van de Castele, renovatiedienst
Etterbeek	Maxime De Haeck
	Rosine Dehaeck, huisvestingsloket
Evere	Michael Daelman
Ganshoren	Christophe De Wannemaeker, directeur-architect
Jette	
Koekelberg	Gaëtan Van der Smissen
Molenbeek	Etienne Coeckelberghs
	Marc Mohy
Oudergem	
Schaarbeek	David Neuprez, afdeling strategische en duurzame ontwikkeling
	Isabelle Seghin
Sint-Agatha-Berchem	Didier Recollecte, stedenbouwkundige
Sint-Gillis	Nathalie David
	Catherine Avakian
Sint-Joost-ten-Node	Elisabeth Lehanse
	Anne Winterberg
Sint-Lambrechts-Woluwe	Nadine Sonck
Sint-Pieters-Woluwe	
Ukkel	Didier Heymans, architect-stedenbouwkundige
Vorst	
Watermaal-Bosvoorde	Chloé Gillain
	Myriam Brackelaire
ATO	Frédéric Raynaud, afdelingshoofd Territoriale kennis
	Lise Nakhlé, opdrachthouder Territoriale kennis
	Veronica Pezzuti, opdrachthouder Territoriale kennis
	Solange Verger, opdrachthouder Territoriale kennis
DSP (BROH)	Monique Coppens, medewerker
	Sven De Bruycker, medewerker
Kabinet Picqué	Benoît Périlleux, kabinetsadviseur Picqué, coördinator GPDO

- In totaal 25 deelnemers + 7 sprekers of gespreksleiders (ATO-DSP-kabinet Picqué)

Verloop van de halve dag

- Presentatie van het doel van de bijeenkomst en het thema van de dag (door Frédéric Raynaud en Solange Verger, ATO). Zie *powerpoint* in bijlage.
- Uiteenzetting over 'De territoriale visie van het ontwerp GPDO: algemene principes en grote lijnen voor de toekomstige ruimtelijke organisatie van het Gewest' (door Benoît Périlleux, kabinet Picqué)
- Werkgroepen over 3 subthema's:
 - Communicatie en openbaar onderzoek
 - Uitvoering en opvolging van het GPDO
 - Afstemming tussen verschillende plannen, met name GemOP-GPDO

Centrale vraag van de bespreking: *Hoe kunnen de gemeenten en het Gewest samenwerken in de communicatie, uitvoering en opvolging van het toekomstige GPDO?*

- Presentatie door de verslaggever van elke werkgroep aan alle deelnemers van de belangrijkste voorstellen en overwegingen die tijdens de werkgroepen werden besproken. Vragen en bespreking.

Resultaten van de werkgroepen

Zie volgende pagina's.

Werkgroep 'Communicatie en openbaar onderzoek'

Problematiek:

Er bestaan momenteel zwakke punten in de organisatie van openbare onderzoeken:

- Gebrek aan tijd
- Gebrek aan menselijke en financiële middelen in de gemeenten om een doeltreffende communicatie van het openbaar onderzoek te organiseren en in termen van opkomst
- Geen communicatie vooraf
- Gebrek aan een meer globale communicatie naar de twee andere gewesten
- Veel voorkomende problemen met onnauwkeurige of foutieve vertalingen

Voorgestelde acties:

In het algemeen zou het goed zijn om de inhoud van het plan voor het begin van het openbaar onderzoek te communiceren aan de gemeenten, zodat zij daarvan op de hoogte zijn. Ook moet er aandacht worden besteed aan een correcte vertaling van de Franse of Nederlandse tekst (en wellicht een meer beknopte communicatie in het Engels worden overwogen).

Met het oog op de toekomstige communicatiestrategie van het GPDO door het Gewest geeft de werkgroep de volgende aanbevelingen:

- Samenwerken met de communicatiediensten van de gemeenten aan een coherente en doeltreffende strategie
- Gebruikmaken van alle communicatie-instrumenten waarover de gemeenten beschikken:
 - Gemeenteblad
 - Facebook
 - Mupi-affiches (Decaux, Clear Channel)
 - Villo, Cambio
 - Morriszuil
 - Openbare plaatsen (scholen, bibliotheken)
 - Wijkafdelingen
- Een specifieke opleiding organiseren voor alle gemeentemedewerkers die het GPDO moeten toelichten
- Een meer algemene opleiding organiseren voor alle gemeentemedewerkers tijdens de werkuren
- Een halve studiedag organiseren voor de lokale politici
- Een informatieavond per gemeente organiseren voor de bewoners waarop het Gewest en de gemeente het plan gezamenlijk presenteren

Met het oog op de tentoonstelling over het GPDO in het BIP (tijdens het openbaar onderzoek):

- Informatiecampagne die verwijst naar de tentoonstelling in elke gemeente

- Aanwezigheid van het Gewest tijdens de tentoonstelling om de mening van de bewoners te verzamelen

Werkgroep 'Uitvoering en opvolging van het GPDO'

Problematiek:

Problemen in de samenwerking:

- De samenwerking tussen het Gewest en de gemeenten moet verbeteren. Het klopt dat de Conferentie van Burgemeesters en de VSGB uitgenodigd zijn voor de prospectieve workshops, maar toch willen de vertegenwoordigers van de gemeenten het ontwerp GPDO beter begrijpen en vooral de uitvoering ervan.
- De voorgaande plannen hielden niet voldoende rekening met de opmerkingen die tijdens het openbaar onderzoek werden gemaakt.
- Problemen in de coördinatie/communicatie tussen de gewestelijke diensten zelf, bijvoorbeeld tussen het BROH en Mobiel Brussel, of tussen de MIVB en de andere gewestelijke instanties.
- Niettemin zijn sommige gewestelijke diensten positief geëvolueerd in die zin dat ze overleginstrumenten hebben opgezet waarbij de gemeenten betrokken zijn: bijvoorbeeld de GOMB met de adviescomités.

Problemen met de informatie:

- De gemeenten zijn niet goed geïnformeerd over de gewestelijke projecten en beleidsvoering; ze moeten de informatie te vaak via de pers vernemen.
- Meer in het bijzonder hebben de gemeenten geen totaalvisie op de projecten van de MIVB.

Maar wel vooruitgang op het niveau van de gemeenten:

- De samenwerking van de gemeenten is verbeterd bij grote projecten.
- Sommige gemeenten hebben al werkgroepen opgericht (zoals de werkgroep stedenbouw), waarin meer uitgebreide vraagstukken besproken kunnen worden.
- Toch kunnen sommige gemeenten geen overlegprocedures starten door een gebrek aan menskracht.
- Daarbij komt dat de mentaliteitswijziging bij de ambtenaren niet altijd terug te vinden is bij de politici, die niet altijd getuigen van een erg transversale visie (hoewel velen van hen deel uitmaken van het Brussels Parlement).

+ Problemen bij de overgang naar een andere legislatuur (die vaak leidt tot de stopzetting van projecten en een veranderde doelstelling).

Voorgestelde acties:

Uitvoering van het GPDO: algemene principes

- De gemeenten zouden willen dat het GPDO een langetermijnvisie ontwikkelt, die werkelijk rekening houdt met en anticipeert op de toekomstige behoeften en die een coherente en aantrekkelijke visie inhoudt, zodat zij kunnen bijdragen aan de uitvoering van het GPDO.

- Er moet een overgang worden gemaakt van een plan met grote lijnen, dat wil zeggen een 'macroplan', naar operationele maatregelen, dat wil zeggen het 'microniveau', uitgewerkt in overleg met de gemeenten.
- Voor de uitvoering van acties en projecten is het nodig om voor elk project een coördinatie tussen de diverse partijen te hebben: tussen het Gewest en de gemeenten, maar ook tussen de verschillende gewestelijke instanties.
- Voor grote projecten zoals het Zuidstation waarin verschillende niveaus samenkomen (gemeente, Gewest, federale staat), moet het Gewest de coördinatie op zich nemen.
- Om te vermijden dat bepaalde politieke keuzen veranderen bij de overgang naar een andere legislatuur, moet een contractueel kader worden geschapen van meer dan 5 jaar dat zich uitstrekt over verschillende legislaturen, zodat de continuïteit is gewaarborgd.
- Men moet een netwerk tussen de gemeenten en met de andere gewestelijke actoren 'doen leven'.

Uitvoering van het GPDO: actoren en coördinatie-instrumenten

- De grote doelstellingen van het GPDO vertalen in concrete acties die zijn beschreven in projectfiches die duidelijk de doelstelling, het budget en de instrumenten aangeven. Deze projectfiches moeten worden gemaakt in samenwerking tussen het Gewest en de gemeenten, wat de uitvoering van de projecten ten goede komt. Dat zou al redelijk snel het onderwerp van een werkgroep kunnen zijn, die wordt georganiseerd door het ATO en de DSP.
- Voor elk concreet project (op het gebied van voorzieningen, mobiliteit, openbare ruimte) een projectleider aanstellen die de coördinatie tussen de betrokken partijen verzorgt (bijvoorbeeld een gewestelijke projectleider en een 'rechterhand' binnen de betrokken gemeente of gemeenten).
- De gemeenten uitnodigen en helpen om hun GemOp aan te passen of uit te werken op basis van het GPDO.
- De verbindende rol van de VSGB opnieuw benutten of het Gewest in elke gemeente een tussenpersoon/gesprekspartner laten financieren die speciaal belast is met het contact tussen de gemeenten en de gewestelijke instanties, met name voor gemeenten die onvoldoende menskracht hebben.
- Een 'overlegcultuur' ingang doen vinden in de gewestelijke of paragewestelijke instanties, naar het model van de adviescomités van de GOMB.
- Voor elk project een formeel overlegkader creëren, dat wil zeggen een instrument voor de contractualisering (naar het model van de wijkcontracten), waarvan de schaal en de actoren variëren naargelang van de projecten: het zou de vorm kunnen hebben van een functionele stuurgroep.
- Het concept van transgemeentelijke wijken ontwikkelen om gemeenten ertoe aan te zetten om samen te werken. Het Gewest zou meer projectoproepen voor intergemeentelijke projecten kunnen lanceren.
- Subsidiëring is een van de meest doeltreffende middelen waarover het Gewest beschikt om het gemeentebeleid te sturen naar de gewestelijke beleidsdoelen. Maar in eerste instantie moet een inventaris worden opgemaakt van alle bestaande gewestelijke subsidies aan de gemeenten (die bestaat niet, want het BPB registreert alleen de subsidies waarvoor het

bevoegd is) om een nauwkeurig inzicht te krijgen in de hefboomen die het Gewest kan inzetten.

- *Deze samenwerkingsinstrumenten moeten al worden vermeld in het GPDO, maar daarna moet (vanaf nu) een werkgroep Gewest-gemeenten worden opgericht om deze instrumenten verder uit te werken en hun manier van werken (en financiering) te beschrijven.*

Evaluatie

- Er moet een beleid worden gevoerd waarbij het GPDO jaarlijks wordt geëvalueerd, minstens op enkele specifieke punten.
- De projectfiches die de gewenste acties beschrijven kunnen dienen als basis voor de evaluatie en de opvolging van de uitvoering.

Werkgroep 'Afstemming plannen GemOP-GPDO'

Problematiek:

De gemeenten hebben een gebrek aan informatie over de huidige inhoud van het ontwerp GPDO. Ze stellen met name de volgende vragen:

- Zijn er radicale veranderingen ten opzichte van de grote lijnen in het GewOP van 2002? Zo ja, dan moeten die zo snel mogelijk bekend zijn, zodat de reeds aangenomen GemOP's aangepast kunnen worden.

Er is een verandering in de grote lijnen van het GPDO ten opzichte van de voorgaande GewOP's, omdat de regering vijf nieuwe uitdagingen heeft gedefinieerd waarvoor het Gewest staat: bevolkingsgroei, tewerkstelling, milieu en mobiliteit, toenemende internationalisering en sociaal-ruimtelijke kloof. In antwoord op die vijf uitdagingen moet het begrip 'duurzaamheid' op transversale wijze worden geïntegreerd in alle thema's die het plan behandelt.

- In het kader van de metropool waarover zo veel wordt gepraat: wie zal dit op operationeel niveau opnemen met de twee andere gewesten? Zullen er intergemeentelijke of gewestelijke structuren worden opgericht?

De samenwerking op metropolitain niveau zal diverse vormen aannemen, gaande van het intergewestelijke tot het intergemeentelijke niveau.

- Hoe zit het met de vertaling van de nieuwe institutionele akkoorden?

Het BWRO wordt aangepast om de nieuwe verdeling van bevoegdheden tussen het Gewest en de gemeenten voor de aflevering van stedenbouwkundige vergunningen te integreren.

- Hoe zit het met de uitvoering van het GPDO? Zullen de gemeenten beschikken over bijkomende middelen om rekening te houden met de stijgende kosten? Meer bewoners betekent meer diensten en voorzieningen, met welke middelen?

Het GPDO zal mogelijke oplossingen voorstellen om de operationaliteit van de maatregelen in goede banen te leiden, onder andere door een betere governance.

De gemeenten willen dat er overleg plaatsvindt voorafgaand aan de start van een openbaar onderzoek.

Er is een probleem met de timing en dus met de coherentie tussen het GPDO en het GBP, tussen het GPDO en de GemOP's, tussen het GPDO en de richtschema's. Dat impliceert een aantal vragen:

- Moet het nieuwe demografische GBP, dat het GPDO niet heeft afgewacht, opnieuw worden aangepast? Moeten de GemOP's wachten op de herziening van het GBP ten gevolge van het GPDO?

Het GBP is met spoed gewijzigd om twee redenen: een antwoord bieden op de behoeften die voortvloeien uit de internationale functie van Brussel (inrichting van de Heizelvlakte en de Deltasite) en inspelen op de noodzaak om nieuwe gebieden te ontsluiten voor woningbouw (gezien de huidige en toekomstige bevolkingsgroei). Zoals gepland, zal het GBP meer in algemene zin worden herzien op basis van het GPDO (stedelijke mix, verdichting, handelszaken ...).

- Moeten de GemOP's die net aangenomen zijn opnieuw worden aangepast nadat het nieuwe GPDO van kracht wordt? Hoe moeten onverenigbare elementen worden beoordeeld? Is dit een impliciete herroeping?

De GemOP's zullen inderdaad impliciet herroepen worden voor de bepalingen die ingaan tegen het GPDO.

- Moeten de richtschema's niet wachten op de oriëntaties uit het GPDO voordat ze worden aangenomen?

De richtschema's die nu bestudeerd worden, zullen de opties uit het GPDO vertalen, in lijn met de reeds gedefinieerde uitdagingen.

In algemene zin is het GPDO een niet erg soepel instrument, zowel op het gebied van de uitwerking (de goedkeuring vraagt te veel procedures en duurt te lang), als wat de inhoud betreft, waaraan na de goedkeuring weinig meer kan veranderd worden.

Voorgestelde acties:

De gemeenten zouden graag op het ontwerp GPDO kunnen reageren voorafgaand aan het openbaar onderzoek.

Het GPDO zou flexibeler moeten zijn:

- op het gebied van de uitwerkingsprocedures, zodat een snellere goedkeuring mogelijk is (idem voor de GemOP's) en zodat problemen met de timing tussen de verschillende plannen worden beperkt;
- op het gebied van de inhoud, zodat het plan kan mee evolueren met de tijd en rekening houden met de constante evolutie van de stad (en eveneens de inhoud van de richtschema's integreren, zoals reeds aangegeven in het BWRO) en zodat de gemeenten meer bewegingsruimte hebben bij de concrete uitvoering van het plan, met name via de GemOP's (bijvoorbeeld voor de inrichting van hun grondgebied rond de modale knooppunten van het openbaar vervoer).

De reactie van de gemeenten op het ontwerp GPDO is opgenomen in het BWRO in het kader van het openbaar onderzoek. Het kan worden overwogen om de gemeenten te informeren over het ontwerp GPDO zodra dit is goedgekeurd door de regering.

Het is wellicht mogelijk om bepaalde aspecten van het GPDO en de GemOP's te delen, zodat ze beter op elkaar afgestemd zijn:

- Een gemeenschappelijk stramien definiëren voor de structuur van de GemOP's en het GPDO, evenals voor de verschillende hoofdstukken van het MER, waardoor eveneens een grotere flexibiliteit in latere aanpassingen mogelijk is.
- Een stedelijk monitoringsysteem opzetten dat wordt gedeeld door het Gewest en de gemeenten met gemeenschappelijke indicatoren, waarmee het GPDO en de GemOP's kunnen worden opgevolgd en geëvalueerd.

Meer operationele GemOP's op basis van het model van het actieplan Agenda 21 zouden interessant en wellicht doeltreffender kunnen zijn.